

Pourquoi ce thème est-il important ?

Jamais les enseignants n'ont été aussi demandés et nécessaires qu'aujourd'hui. Les perturbations de l'éducation et les fermetures d'écoles causées par la pandémie de COVID-19 ont confirmé leur rôle crucial dans le maintien non seulement de la continuité de l'apprentissage, mais aussi de la dynamique même des ménages, des familles et des communautés. Lors de la crise actuelle, nous avons été témoins du rôle central qu'ont tenu les enseignants dans la réponse éducative : ce sont eux qui ont assuré l'enseignement et l'apprentissage en ligne ; eux qui ont préparé des cours à emporter pour les élèves des zones rurales et éloignées ne disposant pas de la connectivité et des technologies nécessaires à l'apprentissage à distance; eux qui ont adapté leurs pratiques et diversifié les formats, les moyens et les contenus de leur enseignement pour répondre aux besoins des apprenants, y compris leur bien-être socioémotionnel; et ce sont eux, également, qui ont préservé et favorisé l'interaction sociale entre les apprenants, les collègues et les communautés scolaires, en prenant des nouvelles de leurs élèves par le biais des réseaux sociaux et des systèmes de messagerie, et en échangeant des pratiques et des ressources avec d'autres praticiens, renforçant ainsi le sentiment de communauté au sein de la profession.

Cela a incité les parents, les communautés et les systèmes éducatifs à engager des discussions sur l'importance des enseignants, ce qui pourrait contribuer à ce que ces derniers jouissent d'une nouvelle reconnaissance et que soient valorisés leur rôle vital dans la relance de l'éducation ainsi que leur contribution à la vie sociale, économique et culturelle des sociétés. Or, cette haute estime pour le travail des enseignants n'est pas pleinement reflétée dans les mesures politiques actuelles ni dans les ressources affectées à la relance (UNESCO, 2021²). La crise de la COVID-19 a pourtant mis en évidence des défis majeurs pour la profession d'enseignant, notamment : le manque de possibilités de développement professionnel dans l'enseignement en ligne et l'apprentissage à distance; l'augmentation de la charge de travail liée, entre autres, aux classes à double vacation et à l'enseignement hybride et en présentiel ; le recours accru aux enseignants contractuels ; et les cas d'enseignants d'établissements privés et communautaires qui restent des mois sans salaire ou sont licenciés. En termes de sécurité au travail, alors que les enseignants et le personnel éducatif, qui sont des travailleurs de première ligne, devraient être prioritaires dans les programmes de vaccination contre la COVID-19 pour encourager la réouverture des écoles, à ce jour, seuls 21 pays (sur les 197 pour lesquels on dispose d'informations) leur ont effectivement donné la priorité lors de la première phase des plans de vaccination.

Sur un plan plus structurel, dans de nombreux pays, cette haute estime ne se reflète pas dans le statut des enseignants et le prestige accordé à leur profession, leurs conditions de travail, le soutien qui leur est apporté et le financement global. En conséquence, les enseignants sont rarement consultés ou invités à participer aux processus de prise de décisions et de formulation des politiques. Bien qu'une pléthore d'études et de rapports aient conclu que les enseignants ont une influence directe sur l'apprentissage et le bien-être des élèves, et que la qualité des enseignants – au-delà des conditions socioéconomiques des élèves et du contexte du processus éducatif – est le facteur scolaire le plus important pour la réussite des élèves, les enseignants ne sont toujours pas reconnus et estimés comme ils le devraient. Une conséquence de ce manque de reconnaissance est que la profession d'enseignant ne fait pas partie des carrières les plus attrayantes pour les meilleurs étudiants de l'enseignement supérieur.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que, depuis plus d'une décennie, le monde souffre d'une pénurie d'enseignants. Selon les projections de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), pour réaliser l'éducation primaire et secondaire universelle d'ici à 2030 (cible 4.1 des ODD), il faut, au niveau mondial, recruter 69 millions d'enseignants supplémentaires : 24 millions dans l'enseignement primaire et 44

² UNESCO, 2021 : « [L'UNESCO appelle à donner la priorité aux enseignants dans leurs plans de vaccination pour que l'éducation se poursuive en toute sécurité et que les écoles restent ouvertes](#) ».

millions dans l'enseignement secondaire. La pénurie d'enseignants est la plus aiguë en Afrique subsaharienne, où 70 % des pays y sont confrontés dans le primaire et 90 % dans le secondaire (ISU, 2016³). La croissance démographique de cette région illustre encore mieux ce défi, puisque le nombre d'enfants âgés de six à 15 ans devrait augmenter de 60 % au cours des 30 prochaines années, passant d'un peu plus de 280 millions en 2020 à environ 450 millions en 2050 (UNESCO, 2021⁴). Et on ne tient pas compte ici des besoins des autres niveaux d'enseignement, tels que la petite enfance ou l'enseignement supérieur, qui sont également confrontés à des pénuries d'enseignants et d'éducateurs. À moins d'améliorer d'urgence l'attractivité de la profession d'enseignant et le recrutement effectif d'enseignants, la situation va encore s'aggraver. Cette pénurie d'enseignants est une réalité à laquelle les pays et les régions plus riches sont également confrontés : selon les données démographiques, l'ISU estime que si l'Afrique subsaharienne doit recruter 17 millions d'enseignants du primaire et du secondaire d'ici à 2030, l'Asie du Sud doit en recruter 15 millions et les pays développés 11 millions (ISU, 2016⁵).

Au-delà des conditions de travail et de la rémunération des enseignants – qui, dans la plupart des pays, ne soutiennent pas la comparaison avec des professions exigeant le même niveau d'étude, de responsabilité et de charge de travail –, un autre facteur qui dissuade les jeunes d'intégrer la profession et les enseignants en poste de déployer leur talent, est la multiplication des obligations en matière de reddition des comptes qui limitent la capacité d'agir, l'autonomie et le pouvoir de décision des enseignants. Elles rendent la profession moins attrayante et intellectuellement gratifiante, ce qui pousse de nombreux enseignants à l'abandonner. Certaines des mesures adoptées au cours des dernières décennies pour améliorer l'apprentissage et renforcer son suivi ont en fait eu l'effet pervers de brider l'art d'enseigner en réduisant les espaces où les enseignants peuvent exercer leur autonomie professionnelle et leur leadership. La montée en puissance de mécanismes d'assurance qualité conçus sans consulter les enseignants, tels que les tests à grande échelle, les systèmes d'évaluation des enseignants basés sur les performances, l'inspection des écoles, les programmes d'études prescrits et les normes d'enseignement rigides, figurent parmi les mesures qui ont alourdi la charge de travail des enseignants et entravé l'art d'enseigner.

Ces formes de reddition des comptes sapent le travail même que les enseignants sont appelés à réaliser – à savoir, guider les apprenants pour qu'ils comprennent et transforment le monde, et leur inculquer un sentiment d'appartenance et de responsabilité – et contredisent les affirmations selon lesquelles les enseignants devraient être créatifs, adaptatifs et innovants. Au bout du compte, ces formes de contrôle menacent de rétrécir les programmes d'études et d'entamer l'autorité des enseignants au sein de la société.

Apporter aux enseignants la préparation et le soutien nécessaires pour être au cœur de la relance de l'éducation

Pour la phase de relance post-pandémie, il est essentiel de rétablir le rôle des enseignants en tant qu'acteurs clés de la reconstruction de systèmes éducatifs plus adaptatifs et résistants aux chocs futurs, et qui garantissent l'équité et l'inclusion de tous les apprenants en toutes circonstances. C'est pourquoi le débat ministériel de la Réunion mondiale sur l'éducation a fixé comme priorité d'apporter un soutien à l'ensemble des enseignants et personnels d'éducation en tant que travailleurs de première ligne, en consultant leurs organisations représentatives lors de la prise de décisions, en assurant leur sécurité et

³ Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), 2016 : « Le monde a besoin de près de 69 millions de nouveaux enseignants pour atteindre les objectifs de l'agenda Éducation 2030 », Bulletin d'information n° 39.

⁴ UNESCO, 2021: A snapshot of educational challenges and opportunities for recovery in Africa.

⁵ Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), 2016 : « Le monde a besoin de près de 69 millions de nouveaux enseignants pour atteindre les objectifs de l'agenda Éducation 2030 », Bulletin d'information n° 39.

leur bien-être et en leur garantissant des conditions de travail décentes. Et c'est aussi pourquoi l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale ont lancé une mission conjointe – Mission : Rétablir l'éducation en 2021 – qui vise à soutenir les enseignants et à permettre à tous les apprenants de retourner à l'école et de rattraper leur retard d'apprentissage.

Les transformations dont nous avons été témoins dans le domaine de l'éducation et les défis décrits plus haut exigent de nouvelles formes de soutien politique aux enseignants en vue d'une relance efficace qui ne laisse personne de côté et qui jette les bases d'une résilience renforcée et d'une nouvelle conception de l'éducation. Le soutien politique nécessaire couvre plusieurs domaines, notamment le développement professionnel des enseignants, leur participation à la prise de décisions et leurs conditions de travail.

En termes de **développement professionnel**, cela signifie qu'il faut rencontrer les enseignants là où ils se trouvent et les aider à améliorer leurs pratiques, faire confiance au jugement pédagogique des enseignants formés et expérimentés, et les doter des compétences nécessaires pour utiliser les technologies éducatives afin de soutenir l'apprentissage et le passage à un enseignement et un apprentissage hybrides, en adaptant les contenus et les pratiques pédagogiques à une diversité d'apprenants ayant des besoins, des désirs et des aspirations différents. Il s'agit notamment de réajuster les apprentissages de façon à rattraper les parcours éducatifs interrompus, d'adapter et de contextualiser l'éducation pour enseigner au bon niveau, et de prendre en compte les pertes et les gains d'apprentissage qui ont pu se produire pendant la pandémie. Cela exige des connaissances pédagogiques spécifiques pour évaluer l'apprentissage en classe et ajuster le programme d'enseignement afin de l'adapter aux différents besoins. Tous ces éléments doivent être intégrés dans la **formation des enseignants** pour que les nouvelles recrues soient mieux préparées à faire face aux crises futures et à tirer parti des développements technologiques et des possibilités qu'ils offrent pour enrichir et individualiser l'enseignement pour répondre aux besoins de tous les apprenants.

En ce qui concerne **la gouvernance et la participation**, nous rencontrons peut-être l'un des plus grands défis auxquels les systèmes éducatifs sont confrontés aujourd'hui : créer des canaux de participation des enseignants et de leurs organisations à la prise des décisions en matière d'éducation, et partager les connaissances qu'ils produisent en classe à différents niveaux de la gouvernance et de la gestion de l'éducation, notamment par le biais du dialogue social, et de la participation aux organes directeurs des établissements et aux réseaux et communautés de pratique.

S'agissant des **conditions de travail**, les enseignants doivent pouvoir travailler dans des environnements sains, sûrs et favorables, exempts de préjugés, y compris de discrimination fondée sur le genre, qui leur offrent la sécurité, des horaires de travail et des niveaux de rémunération décentes, ainsi que des possibilités de développement de carrière. Cela permettrait non seulement de promouvoir le statut de la profession, mais aussi d'améliorer le recrutement, la rétention et la motivation des enseignants, et, en définitive, l'apprentissage des élèves.

Enfin, ces domaines d'action doivent soutenir tous les enseignants dans une perspective d'**apprentissage tout au long de la vie**, des enseignants débutants jusqu'aux enseignants expérimentés et des éducateurs de la petite enfance aux professeurs de l'enseignement supérieur en passant par les personnels de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP), et ceux en charge de l'éducation des adultes et de l'alphabétisation. Cela implique également que le développement professionnel soit un continuum allant de la formation initiale à l'insertion, au mentorat et à la formation continue des enseignants, et combine plusieurs cadres d'apprentissage, notamment la formation en ligne et la participation à des communautés de pratique. Cette approche peut garantir que la cible de l'ODD 4 relative à l'augmentation de l'offre d'enseignants qualifiés continue de guider l'action politique et la coopération internationale, et que les enseignants restent au cœur de la relance de l'éducation.

Célébrations de la Journée mondiale des enseignants

Cette année, les célébrations de la Journée mondiale des enseignants auront lieu en même temps que la réunion du Comité conjoint OIT-UNESCO d'experts sur l'application des Recommandations concernant le personnel enseignant (CEART), qui se tiendra du 4 au 8 octobre 2021. Les deux événements seront mis à profit pour accroître la visibilité du thème et promouvoir les meilleures pratiques.

Pour célébrer la Journée mondiale des enseignants, l'UNESCO, de concert avec les organisations co-organisatrices, l'OIT, l'UNICEF et l'Internationale de l'éducation, et ses partenaires, la Banque mondiale, la Fondation Hamdan, l'Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour Éducation 2030 (TTF), les membres de la Coalition mondiale pour l'éducation et les groupes locaux d'éducation (GLE) dans les pays, organisera des événements mondiaux, régionaux et nationaux, ainsi qu'une campagne de plaidoyer sur les réseaux sociaux destinée à mobiliser plus largement le public.

Les célébrations donneront lieu à cinq jours d'événements mondiaux et régionaux, associant projections de films, tables rondes et webinaires, qui permettront d'examiner les politiques, les données factuelles et les pratiques efficaces pour fournir le soutien dont les enseignants ont besoin pour réussir la relance, renforcer la résilience, repenser l'éducation dans le monde d'après la pandémie et accélérer la réalisation de l'ODD 4. Les célébrations dans les pays pourront se dérouler sur une période plus longue, en fonction des coutumes et des contextes nationaux. Un calendrier des événements sera publié en ligne et mis à jour régulièrement.

Les célébrations de la Journée mondiale des enseignants impliqueront activement les gouvernements, les autorités locales, les enseignants de différents contextes et milieux professionnels, les médias traditionnels et les réseaux sociaux, les élèves, les parents et le grand public. Elles mobiliseront en particulier les bureaux hors Siège et les instituts de l'UNESCO dans le monde entier, les commissions nationales pour l'UNESCO, le Réseau mondial des villes apprenantes (GNLC), le Réseau des écoles associées de l'UNESCO (réSEAU), le réseau UNEVOC et celui des chaires UNESCO, afin d'inviter les apprenants et les enseignants à célébrer cette Journée.

Pourquoi une Journée mondiale des enseignants ?

La Journée mondiale des enseignants a été instituée le 5 octobre 1994 par l'UNESCO, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et d'autres partenaires afin de commémorer l'anniversaire de l'adoption de la Recommandation OIT-UNESCO concernant la condition du personnel enseignants (1966). Cette Recommandation internationale énonce les droits et les devoirs des enseignants, ainsi que les normes applicables à leur formation initiale, leur perfectionnement, leur recrutement, leur emploi et leurs conditions d'enseignement et d'étude. Elle contient également de nombreuses propositions destinées à favoriser la participation des enseignants à la prise de décisions en matière d'éducation par le dialogue social et la négociation avec les autorités éducatives. Outre cette avancée historique, la Journée mondiale des enseignants commémore également l'adoption, en 1997, de la Recommandation de l'UNESCO concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur, qui définit les droits et les devoirs de ce personnel, ainsi que les Directives de l'OIT sur la promotion du travail décent pour le personnel de l'éducation de la petite enfance, adoptées en 2014 .

L'adoption, en 2015, du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier de l'objectif de développement durable 4 (ODD 4) consacré à l'éducation, ainsi que du Cadre d'action ODD 4 – Éducation 2030, confirme encore le rôle essentiel des enseignants dans la réalisation de l'agenda Éducation 2030. La cible 4.c des ODD porte d'ailleurs spécifiquement sur les enseignants.